

Document

Tout sur la fuite de Ben Ali

(<http://www.realites.com> – par Azza Rurki)

Le 2 février 2011

Sans nul doute, le départ de l'ex-président Ben Ali a surpris le monde entier et suscité de nombreuses questions. «Réalités» lève le voile sur cette énigme et révèle en exclusivité les dernières heures du dictateur, encore président de la République tunisienne. Voici le jour où tout a basculé.

Nous sommes le jeudi 13 janvier. Il est 21h00. Zine El Abidine Ben Ali vient de prononcer son discours. Fatigué, désorienté, en perte de vitesse, le chef de l'Etat multiplie, la main sur le cœur, les engagements et les concessions. Ultime tentative de calmer la colère de la rue tunisienne à qui il «vend» et promet la liberté. Pense-t-il alors que le pire est derrière lui ? Aucunement. Car le Président, encore en exercice, est loin d'ignorer les appels à la manifestation lancés depuis belle lurette. Selon lui le lendemain serait une journée test. Elle s'avérera décisive.

Une colère inapaisée

La pression populaire finira par payer. Interrogés, de nombreux experts sont catégoriques. Les jours de Zine El Abidine Ben Ali à la tête de la Tunisie sont comptés...en mois. Mais, ne voilà-t-il pas que le vendredi 14 janvier, débute une journée qui prendra le monde à revers et au cours de laquelle l'échelle «temps» n'a plus lieu d'être. Au matin, Ben Ali est alors loin, très loin, de penser que la rue tunisienne a sonné le glas de ses vingt-trois années de règne sans partage. Certes, à Carthage, les événements sont suivis avec minutie et intérêt. Mais le président croit encore en sa bonne étoile. Au Palais, Ben Ali est seul ou presque. Ses deux plus proches conseillers- Abdelwahab Abdallah et Abdelaziz Ben Dhia- avaient été, dans une ultime concession au peuple, congédiés la veille. Ils incarnaient en grande partie le régime sécuritaire tant décrié par la population. Autour de lui, le Général Sériati, le chef de sa garde rapprochée et son épouse Leila Ben Ali, rentrée de Dubaï depuis peu. Dans le somptueux palais, l'atmosphère, déjà bien tendue, se dégrade peu à peu. Les nouvelles tombent. Elles ne sont pas rassurantes pour le couple présidentiel. La mobilisation s'accroît et s'étend à l'ensemble du pays. Grandes villes ou communes rurales, pas une région n'est épargnée. En quelques secondes, la manifestation de soutien au président organisée la veille par les cadres du RCD est balayée d'un revers de la main, jetée aux oubliettes. Par milliers, les Tunisiens descendent dans la rue, avec un slogan, une revendication non négociable : «Ben Ali, dégage». A Tunis, la démonstration de force met un terme à tout espoir pour le dictateur. Des dizaines de milliers (certains évoquent 100.000) de Tunisois bravent les forces de l'ordre afin de réclamer son départ...devant (encore un symbole!) le ministère de l'Intérieur.

De la neutralité...à l'immixtion

Il est près de 13 heures, dans les rues tunisiennes, la contestation est à son comble. Intervient alors le Général Rachid Ammar. Jusqu'alors, le Chef d'état-major de l'Armée tunisienne était l'homme, de et dans l'ombre. Mais la situation se dégrade. Il en est alors de la sécurité de la nation. Il décide de «passer à l'action». Entre les deux hommes, les rapports sont tendus depuis le début des émeutes. Quelques jours auparavant, Ben Ali avait même décidé de le limoger. Le motif ? Le Général Rachid Ammar avait refusé de tirer sur les manifestants, conformément aux ordres du président. Mais l'homme de Carthage l'apprendra à ses dépens. Le militaire n'est pas un personnage quelconque. Il bénéficie du soutien indéfectible de ses soldats. Preuve en est... Le président le réintégrera rapidement à son poste, contraint et forcé. Car au moment où Ben Ali réitère l'ordre de tirer à son remplaçant, la réponse ne se fait pas attendre : «ce qu'a dit le Général Ammar est partagé par l'ensemble de l'Etat major». A Carthage, le chef de l'état-major lui décrit une situation insurrectionnelle. Le peuple se dit prêt dans un ultime souffle à marcher vers le Palais. Le conseil «quasi-ordre» tombe. Ben Ali doit quitter le pays. Le militaire se veut clair. L'armée sera obligée de décréter un couvre feu général. De fait, dans trois heures (à 17h), elle procédera à la fermeture de l'espace

aérien. Trois heures pendant lesquelles il peut encore assurer sa sécurité. Au-delà, l'Armée ne répond plus de rien.

Le convoi de l'angoisse

C'est un Ben Ali, assommé et sous le choc qui se prépare à quitter Carthage. Il est accompagné de son épouse et de son fils, Mohamed Aziz. Mais le Général se veut rassurant. Son départ est provisoire...le temps que la situation se décante et s'apaise. Dans une ultime tentative, le couple présidentiel tente de négocier la fuite de certains membres de la famille. Il essuie un refus. Affolée, Leila Trabelsi multiplie les coups de fils et prévient sa famille. Les Ben Ali ont emmené avec eux le strict nécessaire. Ils doivent plier bagages dans les plus brefs délais. Le convoi présidentiel sort de Carthage. Tout a été organisé dans la précipitation, si ce n'est l'urgence. Escorté par les militaires et des fidèles de sa garde présidentielle, il se dirige vers l'aéroport de l'Aouina. Là-bas, un boeing 727 les attend. Ni conseiller, ni garde personnelle. Même, le médecin personnel du président, présent à chaque déplacement, est absent. Ben Ali embarque. A bord de l'appareil, son épouse, son fils, son équipage habituel et quelques domestiques. Dans l'avion, règne un climat de peur et d'angoisse. Peur d'être débarqué ou encore peur d'être poursuivi. Les minutes passent. En état de choc, la famille apprend le destin de l'entourage proche. Certains membres de la famille Trabelsi ont d'ores et déjà été livrés à la vindicte populaire. Il est 17h40 lorsque décolle le Boeing. La destination est alors inconnue.

La chasse aux Trabelsi

L'Armée a des ordres. Seuls sont autorisés à quitter le territoire le président, son épouse, et son fils. Elle pourrait éventuellement fermer les yeux sur les autres fuites. Mais le Tunisien lambda ne l'entend pas de cette oreille. Assoiffée de justice, la Tunisie n'est plus une terre de sécurité pour l'entourage présidentiel. Il est 14h32, le vol Tunisair TU 750 s'apprête à décoller pour Lyon lorsque le commandant de bord, Mohamed Ben Kilani, reçoit un ordre. Il est sommé d'attendre cinq passagers supplémentaires. Habités aux passe-droits accordés à l'entourage du président, le pilote comprend rapidement. Avertis par la reine-mère, les Trabelsi ont convergé à la hâte vers l'aéroport...avec l'intention de fuir le pays. Les événements se succèdent alors très rapidement. Avec l'assentiment tacite de l'équipage, il tente d'abord de refuser à «l'amiable». Pour cela, il invoque un détail technique...Le changement de poids, comprenez l'avion ne peut transporter davantage de passagers car il y a un surpoids. Débute alors une violente dispute dans le cockpit. Le commandant est humilié et insulté. Mais ce dernier se montre intraitable. Il éloigne les passagers, sort de l'appareil avant de s'écrouler sur la passerelle. La compagnie doit alors désigner en urgence un autre pilote. C'est en l'attendant que les cinq membres de la famille Trabelsi sont dénoncés. L'Armée viendra les «récupérer»...alors qu'ils patientaient dans la salle VIP de l'aéroport. Ils sont aussitôt placés en «sécurité» par les militaires. Le sort de la famille «régnante» vient d'être scellé en Tunisie.

De surprises en surprises...

A bord du Boeing 727, l'atmosphère est pesante. Debout derrière le commandant de bord, dans le cockpit, le président pas encore déchu se tient debout, stressé, les traits tirés...une arme dissimulée dans la poche intérieure de sa veste, prêt à dégainer. Toujours aux aguets, il ne s'installera jamais confortablement. Ben Ali décolle de l'aéroport militaire de l'Aouina. Après une brève hésitation, il choisit de se diriger vers la France. Beaucoup de ses proches, dont sa fille Nesrine s'y étaient déjà réfugiés depuis quelques jours. Mais surprise...Alors qu'il survole l'espace aérien français, l'Elysée l'informe soudainement qu'il n'est pas le bienvenu. Visiblement étonné et quelque peu contrarié par la volte-face française, il se dirige alors vers les pays du Golfe. L'Arabie Saoudite l'invite aussitôt. Peu de temps après le demi-tour forcé, un problème sérieux contraint l'avion à faire une escale technique. Branle-bas de combat à Cagliari (Sardaigne). Les autorités italiennes, organisent à la dernière minute un dispositif de sécurité. Elles souhaitent son départ au plus vite. Il est indésirable. Ben Ali a plus que jamais les nerfs à vif. Il ne retrouvera son calme...que lors de son arrivée à Jeddah. Reçu en sa qualité de chef d'Etat, il est même accueilli avec les honneurs et séjourne dans le palais du roi Fahd. Il demande alors à l'équipage de se reposer... «Il les rappellera ultérieurement». Mais l'équipage insiste. Il doit rester dans l'appareil afin de s'occuper de quelques détails techniques. En réalité, l'ordre leur a été donné de revenir immédiatement en Tunisie...après avoir acheminé le président. Ben Ali apprend par la suite qu'il a été légalement destitué. Au téléphone, le Premier ministre tunisien lui signifie que le peuple ne veut définitivement plus de lui.

La dernière énigme...

Demeure une question ...Au moment où l'Armée a mis le Général Ben Ali dans l'avion, savait-elle pertinemment qu'il ne reviendrait plus sur le territoire tunisien? Est-ce réellement la sécurité nationale qui a dicté ce choix ? Selon d'autres sources concordantes, l'intervention du Général Rachid Ammar aurait été dictée pour une raison. Il aurait eu rumeur d'un complot fomenté par Leila Ben Ali et le Général Sériati. Un coup d'Etat «médical»-du déjà-vu pour les Tunisiens- dans lequel Leila constaterait l'incapacité de son mari afin de prendre le pouvoir. C'est même pour cette raison qu'elle serait revenue à la hâte à Tunis de ses vacances à Dubaï. Preuve en est...Le scénario du complot Sériati-Trabelsi n'épargnait aucun détail. Les deux cents fidèles de la garde présidentielle de Ben Ali auraient été envoyés à la frontière algérienne, où ils seraient tombés dans une embuscade. Attaqués et tués sur place, leur mort aurait alors été attribuée à des milices.